

NOTE

Ceci est un extrait du Rapport mondial sur le déplacement interne (GRID pour ses initiales en anglais) d'IDMC.

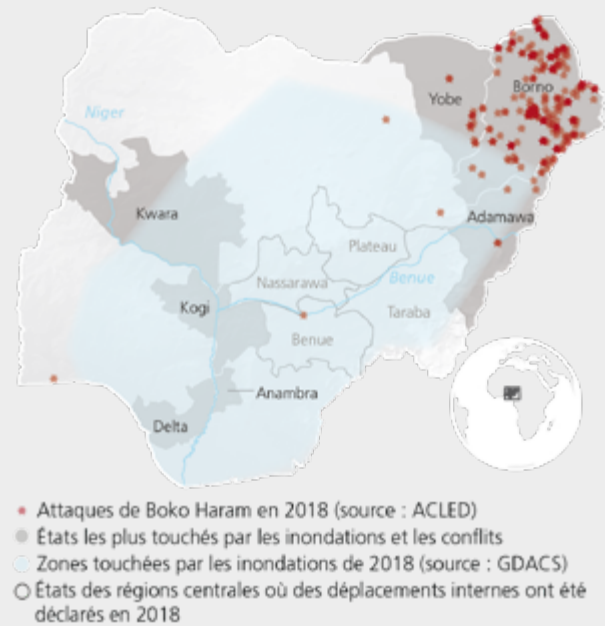
NIGÉRIA

Les inondations et les conflits ont convergé pour aggraver une crise existante

Plus de 541 000 nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence ont été enregistrés au Nigéria en 2018, ce qui porte à 2,2 millions le nombre de personnes déplacées à la fin de l'année. Le conflit en cours dans les États du Nord-Est et le nouveau conflit entre éleveurs et agriculteurs en concurrence pour des ressources rares dans les régions centrales ont entraîné respectivement 341 000 et 200 000 nouveaux déplacements. En outre, 34 des 36 États du Nigéria ont été touchés par des inondations lorsque le fleuve Niger et la rivière Benue sont sortis de leurs lits. Ces inondations ont submergé des milliers d'habitations et provoqué 600 000 nouveaux déplacements.⁵⁸

Malgré les discours officiels affirmant que Boko Haram était proche de la défaite, les attaques de groupes d'opposition armés se sont poursuivies l'année dernière, en particulier dans les États de Borno, Adamawa et Yobe, dans le nord-est du pays.⁵⁹ À la fin de 2018, environ 90 % des déplacés internes, soit un peu plus de deux millions de personnes, vivaient dans le nord-est du pays. En outre, environ 832 000 personnes continuent de vivre dans des zones contrôlées par des groupes armés dans le Nord-Est et restent inaccessibles aux travailleurs humanitaires.⁶⁰ L'accès humanitaire a été fortement limité au cours des dix années de conflit, malgré les efforts des organisations pour négocier des points d'entrée.

Plus de 311 000 mouvements ont été déclarés comme retours par les fournisseurs de données en 2018 ; cependant, ces retours ne sont pas considérés comme durables, car les personnes déplacées retournent dans des logements endommagés ou détruits, ou vivent encore dans des zones dangereuses. Le gouvernement nigérian investit dans des projets de reconstruction pour promouvoir le retour des personnes déplacées.⁶¹ Dans la région de Bama, dans l'État de Borno, il a construit ou rénové environ 10 000 maisons, plus de 150 salles de classe et plus de 50 pompes à eau manuelles. Il a approuvé le retour de 120 000 déplacés internes en mars 2018, mais des groupes armés sont toujours actifs dans la région.⁶² Les préoccupations relatives à la situation sécuritaire instable ont amené l'ONU et le gouverneur de l'État de Borno à signer un cadre de politique de retour stipulant que les services de première nécessité



et la sécurité doivent être rétablis avant que les déplacés internes ne retournent dans leurs régions d'origine. En tant que tel, il s'agit d'une étape importante pour assurer des retours sûrs, durables et dans la dignité.⁶³

Dans les régions centrales, les tensions qui montaient depuis quatre ans entre les éleveurs du nord de la région et les agriculteurs du sud ont dégénéré en conflit armé en 2018, entraînant une violence et des destructions considérables. La désertification associée au changement climatique a contribué aux déplacements en dégradant des pâturages déjà surexploités, ce qui a contraint des éleveurs à migrer vers le sud pour en trouver d'autres. Le conflit dans le Nord-Est a également entraîné des déplacements d'éleveurs vers le sud. Ces facteurs, conjugués à d'autres, ont attisé les tensions en 2018. Une nouvelle loi interdisant le libre pâturage dans l'État de Benue a suscité la colère des éleveurs, qui ont été poussés vers des États voisins où ils se sont affrontés avec des agriculteurs, et une culture d'impunité pour les crimes commis dans le passé, y compris les meurtres et la destruction de villages, a aggravé la situation en encourageant les gens à se faire justice eux-mêmes. Cinq personnes seulement ont été jugées et condamnées pour des meurtres dans la région depuis 2017. Compte tenu de la sous-déclaration de la crise et du manque de présence humanitaire dans la région, les chiffres des déplacements déclarés sont probablement sous-estimés.⁶⁴

La majorité des nouveaux déplacements liés au conflit des régions centrales ont été enregistrés dans les États de Benue, Nasarawa et Plateau. Les organisations locales de gestion des urgences ont réagi à la crise. Par exemple, l'organisation de gestion des urgences de l'État du Plateau a fourni de la nourriture et de l'eau aux



La congestion du camp Teachers Village à Maiduguri, dans l'État de Borno, a entraîné un manque d'abris et plus de 10 000 personnes déplacées ont dû être transférées vers un nouveau site. Crédit photo : IOM/ Jorge Galindo, mars 2019

personnes déplacées dans les camps situés dans cet État, mais des pénuries sont encore signalées.⁶⁵ Les résidents du camp se plaignent de la surpopulation et du manque d'eau. Plus de 60 % des personnes déplacées dans la région sont des enfants non scolarisés.⁶⁶ La situation en matière de déplacements dans le Nord-Est a suscité une réaction substantielle de la part de la communauté internationale, mais aucune présence internationale significative n'a été engagée dans la crise en cours dans des régions centrales.⁶⁷

Le Nigéria est également très sujet aux inondations, particulièrement répandues en 2018. En effet, 80 % du pays a été inondé à un moment donné au cours de l'année et le gouvernement a déclaré l'état d'urgence dans les États les plus touchés (Anambra, Delta, Kogi et Niger).⁶⁸ Des centaines de milliers d'hectares de terres agricoles ont été inondés, ce qui a porté atteinte aux moyens de subsistance des agriculteurs qui ont perdu leurs récoltes.⁶⁹ Dans les zones urbaines, une mauvaise planification et un mauvais zonage ont conduit à la

construction de nombreuses zones résidentielles sur des terres inondables. À cela s'ajoutent de mauvais systèmes de drainage, ce qui rend les habitations extrêmement vulnérables aux inondations régulières.⁷⁰ La Croix-Rouge nigériane a été à l'avant-garde de la réponse aux besoins des personnes déplacées par les inondations.⁷¹

Le Nigéria est le plus grand pays de l'Afrique subsaharienne en termes de population et d'économie, mais les conflits, les catastrophes et les projets de développement entraînent de nombreux déplacements chaque année.⁷² Un projet de politique nationale sur le déplacement interne, aligné sur les Principes directeurs et la Convention de Kampala de 2011, a été présenté au gouvernement. Cependant, huit ans plus tard, il n'a toujours pas été adopté.⁷³ L'élaboration et la mise en œuvre de politiques visant à réduire la vulnérabilité des personnes et leur exposition au déplacement, et à répondre aux besoins des personnes déjà déplacées, doivent constituer une priorité pour le gouvernement.

| Notes

58. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, « Nigeria : Floods, Emergency appeal », 23 septembre 2018 ; Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, « 1.4 million people in Nigeria affected by floods disaster », 25 septembre 2018.
59. OCHA, « Lake Chad Basin : Crisis Update no.23 », avril 2018.
60. OCHA, « North-East Nigeria : Humanitarian Situation Update », novembre 2018.
61. Al Jazeera, « Nigeria displaced return to ruin homes, fear violence », 12 août 2018.
62. OCHA, « Fact Sheet North East Nigeria : Bama LGA », 6 octobre 2018.
63. HCR, Gouvernement du Nigéria, « Borno State Return Strategy, Draft », septembre 2018.
64. International Crisis Group, « Stopping Nigeria's Spiralling Farmer-Herder Violence », 26 juillet 2018.
65. ACAPS, Start Network, « Nigeria, Displacement in Plateau State », 10 juillet 2018.
66. Nigerian Tribune, « 102,000 children of IDPs out of school in Benue », 25 mars 2018.
67. ACAPS, Start Network, « Nigeria, Displacement in Plateau State », 10 juillet 2018.
68. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, « 1.4 million people in Nigeria affected by floods disaster », 25 septembre 2018.
69. ACAPS, « Nigeria : Floods Update II », 2 octobre 2018.
70. BBC News, « Reality Check : Why does Nigeria keep flooding? », 27 septembre 2018.
71. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, « Nigeria : Floods, Emergency appeal », 23 septembre 2018.
72. Business Report, « These are the biggest economies in Africa - IMF », 10 juillet 2018.
73. Bukar, « Nigeria needs to take responsibility for its IDPs », août 2012.